



Mardi 5 octobre : tous en grève et en manif !

POUR LE SERVICE PUBLIC, POUR NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS ET NOS CONDITIONS DE TRAVAIL, l'intersyndicale CGT-Solidaires-FO des Pyrénées Atlantiques appelle l'ensemble des agents à se joindre à la journée de mobilisation nationale interprofessionnelle du mardi 5 octobre prochain.

L'intersyndicale Finances Publiques 64 s'oppose à ce que la situation sanitaire soit utilisée par le gouvernement pour accélérer la remise en cause des droits et acquis des fonctionnaires.

A la DGFIP, la pandémie a été une aubaine pour accélérer la mise en place du NRP et la transformation en profondeur de nos missions de contrôle, publicité foncière, fiscalité des entreprises, gestion de la paye et des retraites...des pans entiers de nos missions se retrouvent concentrés dans des pôles nationaux ou des services d'appui. Des missions sont privatisées (foncier innovant avec Google) ou en passe de l'être (unification du recouvrement fiscal et social).

La perte de sens et d'intérêt au travail est énorme pour les agents. La baisse de qualité en termes de service public est une perte immense pour les citoyens.

Avec la suppression des CAP de mutations et promotions et le recrutement massif de contractuels, la loi de Transformation de la Fonction Publique détruit un peu plus chaque jour les droits et garanties des agents. **Et demain ce sera la suppression des CHS-CT et à terme la disparition du statut général des fonctionnaires !** Or rappelons-le, ce statut n'est pas un privilège. Il n'est pas fait pour les fonctionnaires, mais pour les citoyens, pour les usagers des services publics, car c'est bien ce statut qui leur permet d'avoir des agents neutres et en capacité de résister aux pressions politiques pour servir l'intérêt général et garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens.

Par ailleurs, notre direction générale ouvre un cycle de négociation devant se clôturer le 15 octobre relatif à la « reconnaissance de l'engagement professionnel des agents ». L'urgence est la **revalorisation du point d'indice**. Nous devons nous opposer fermement à toute rémunération au mérite qui détruirait encore un peu plus les collectifs de travail.

Encore 1.500 suppressions d'emplois prévus au Ministère des Finances en 2022 !

IL EST TEMPS DE DIRE STOP !

- Pour l'arrêt des réforme et restructurations
- Pour l'abrogation de la loi de Transformation de la Fonction Publique
- Pour l'augmentation immédiate des traitements par la revalorisation du point d'indice
- Pour la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois à la DgfiP et le renforcement des moyens
- Pour la création d'emplois statutaires partout où ils sont nécessaires
- Pour combattre toute réforme des retraites aboutissant à un rallongement de l'âge de départ ou du nombre d'années de cotisations

PAU 10H30 PLACE DE VERDUN / BAYONNE 10H30 PLACE STE URSULE